

PEE 2022-23

Guide de sélection des synthèses

- ***MISE EN PERSPECTIVE DU SUJET EU EGARD AU PROGRAMME, AU CORPUS, ET A L'ACTUALITE***

Le sujet du prix de l'excellence économique en STMG 2022-2023 s'intitule « Politiques économiques et pouvoir d'achat ».

Ce sujet fait écho aux éléments suivants du programme :

- **Thème 2 : Comment la richesse se crée-t-elle et se répartit-elle ?**
 - Capacité : distinguer les revenus en fonction de leur origine ;
 - Notions : Les revenus primaires, les revenus du travail, les revenus du capital, les revenus mixtes ; L'imposition sur le revenu, les prélèvements obligatoires
 - **Thème 3 : Comment les ménages décident-ils d'affecter leur revenu ?**
 - Capacités : Analyser l'évolution de la structure de consommation des ménages ;
 - Notion : L'indice des prix à la consommation ; Le pouvoir d'achat des ménages.
 - **Thème 5 : Les marchés des biens et services sont-ils concurrentiels ?**
 - Capacités : Impacts de la structure concurrentielle des marchés (Europe vs USA)
 - Notion : le degré de concurrence selon les marchés, la politique de la concurrence
 - **Thème 6 : Comment l'État peut-il intervenir dans l'économie ?**
 - Capacités :
 - Énoncer des solutions permettant de corriger ces défaillances de marché ;
 - Caractériser la progressivité des différents prélèvements obligatoires ;
 - Désigner les objectifs des politiques sociales et de protection sociale.
 - Notions : Les inégalités socio-économiques ; La redistribution horizontale et la redistribution verticale ; Les impôts et les cotisations sociales.
- Ce thème est important pour définir les politiques économiques et notamment leur rôle pour lutter contre les effets de la hausse des prix et contre les externalités négatives sur l'environnement.

- Il permet aussi de distinguer les horizons temporels (CT et LT) : politiques conjoncturelles contracycliques (politiques de soutien et de relance) et politiques structurelles (politiques de la concurrence, de l'innovation).
- Enfin, il permet d'aborder la dimension des politiques sociales et de lutte contre les inégalités.

Précision : Les candidats sont notamment amenés à identifier les conséquences de la « hausse des prix ». La notion d'inflation n'étant pas au programme elle n'est donc pas attendue en tant que telle dans les copies des candidats.

Le candidat pourra donc utiliser de nombreux éléments de cours pour construire son argumentation et se servir avec pertinence du corpus documentaire.

Le corpus documentaire nous invite à aborder le sujet en deux temps :

- d'abord par un constat lié à l'actualité permettant de caractériser l'évolution du pouvoir d'achat
- puis par les politiques économiques mises en place et leurs impacts sur le pouvoir d'achat .

Les documents 1 et 2 invitent les candidats à réfléchir sur la notion de pouvoir d'achat et son évolution notamment en explicitant les causes et les conséquences du retour de la hausse des prix et les solutions économiques envisageables.

Les documents 3, 4, 5 et 6 mettent en évidence la place centrale de l'évolution du niveau général des prix sur le pouvoir d'achat :

- les graphiques du document 3 soulignent le rôle primordial joué par la hausse des prix dans l'évolution du pouvoir d'achat ;
- le document 4 présente les mesures de compensation en France en 2022 face à la hausse des prix de l'énergie ;
- le document 5 introduit la notion d'inégalité face à la hausse des prix ;
- le document 6 les moyens mobilisables pour maintenir la stabilité des prix ;

Le document 7 expose les motifs de la « Loi portant mesures d'urgence pour la protection du pouvoir d'achat ».

Enfin, les documents 8 et 9 permettent explicitement d'introduire la dimension structurelle des politiques économiques de soutien au pouvoir d'achat. Le document 8 propose une réflexion sur les enjeux de la fiscalité environnementale et son impact en termes de pouvoir d'achat. Le dernier document nous rappelle l'importance d'une politique de concurrence sur le pouvoir d'achat du consommateur.

En outre, il convient de noter que, depuis la conception du sujet, plusieurs éléments d'actualité peuvent permettre d'étayer le sujet et ainsi d'illustrer sa grande actualité

Un candidat en capacité de faire le lien entre l'actualité, le corpus documentaire et le cours sera ainsi valorisé.

• DECRYPTAGE DU CORPUS DOCUMENTAIRE ET DES AXES PRINCIPAUX ASSOCIES

Document 1

Analyse des multiples causes du retour de la hausse des prix (choc d'offre négatif dans le contexte de la crise sanitaire, choc de demande positif en réponse aux crises sanitaire et politique) qui menacent le pouvoir d'achat des ménages, et inventaire des mesures récentes en France visant à défendre le pouvoir d'achat. Arguments pour défendre la thèse d'une hausse des prix durable à cause des difficultés de normalisation de la politique monétaire dues au niveau d'endettement public.

Du point de vue des enjeux de durabilité et de soutenabilité, la hausse des prix de l'énergie est bénéfique grâce aux effets du signal prix sur l'offre et sur la demande à condition de prévoir des mécanismes de compensation pour les ménages modestes (les élèves parleront peut-être de sobriété)

Dans ce contexte de hausse des prix durable, la défense du pouvoir d'achat passe par les mécanismes d'indexation de nombreux revenus et la négociation collective. L'augmentation du salaire (au-dessus du SMIC) net à coût du travail constant peut résulter d'une baisse des cotisations sociales ce qui risque de grever un peu plus l'équilibre des comptes sociaux.

Document 2

Graphique 1

L'évolution du pouvoir d'achat par habitant en France montre une évolution fortement liée aux crises économiques (2009, 2010 sq, 2020 et 2022).

Largement positive, l'évolution cumulée du pouvoir d'achat par habitant en France depuis 2000 est nettement plus faible sur la période récente (+22% en 20 ans mais seulement +8% sur les 5 dernières années)

Graphique 2

Malgré la progression soutenue des salaires nominaux, le pouvoir d'achat des ménages se replierait en 2022, après sa hausse de 2021.

L'impact de la hausse des prix à la consommation sur les revenus réels serait toutefois amorti par les mesures de soutien au pouvoir d'achat déjà mises en place (bouclier tarifaire, ristournes à la pompe, refonte du barème kilométrique) ou annoncées pour le projet de loi de finances rectificative (relèvement du point d'indice de la fonction publique, revalorisation des prestations sociales, suppression de la redevance audiovisuelle).

Ainsi, après avoir été préservé au plus fort de la crise Covid et avoir connu une forte hausse de 2,0 % en 2021, le pouvoir d'achat par habitant diminuerait en moyenne de 1,0 % en 2022, mais se redresserait ensuite progressivement en 2023 (+ 0,5 %) et plus nettement en 2024 (+ 1,5 %), à mesure que le choc de prix perdrait en intensité.

Document 3

Graphique 3

La forte poussée de la hausse des prix depuis 2021 est essentiellement due à sa composante « énergie ».

La France connaît une hausse des prix nettement moindre que celle de la zone euro. Cela résulte d'une moindre augmentation des prix de l'énergie essentiellement (et dans une moindre mesure de l'alimentation) ; cela est expliqué par les mesures de compensation de la hausse de l'énergie mises en place en France (voir document 4).

Graphique 4

Les projections de hausse des prix semblent tabler sur un phénomène passager avec un retour à la « normale » au plus tard en 2024. Cela semble de nature à légitimer des mesures « temporaires » de soutien au pouvoir d'achat des ménages.

Document 4

Graphique 5

Avant même la loi sur le pouvoir d'achat, le gouvernement avait déjà mis en place un certain nombre de mesures pour atténuer l'impact de la hausse des prix de l'énergie, telles que le bouclier tarifaire sur le gaz et l'électricité, la remise sur le carburant, le chèque énergie, ou encore l'indemnité exceptionnelle liée à la hausse des prix en 2021.

L'ensemble de ses mesures contribue à peser sur l'équilibre du budget de l'État.

Document 5

Graphique 6

Le poids des carburants est inégalitaire : nettement moindre pour les plus aisés et plus important pour les ruraux.

L'ensemble de ces facteurs souligne la dimension inégalitaire de l'impact de la hausse des prix sur le pouvoir d'achat des français.

Document 6

Ce document vise à proposer une version littérale et complémentaire de l'exploitation des graphiques des documents 4 et 5.

Les Français ressentent fortement le recul du pouvoir d'achat. Toutefois, les mesures gouvernementales – avec un coût budgétaire significatif, et qui devraient autant que possible demeurer temporaires et ciblées –, l'indexation favorable du Smic, et les négociations salariales en cours – qui doivent rester décentralisées – pourraient limiter ce recul à une moyenne d'environ 1 % en 2022, avant de retrouver la tendance antérieure à la hausse. Les plus défavorisés de nos concitoyens, et les habitants en zone rurale qui consomment davantage d'énergie, ressentent cependant davantage ces difficultés financières. Les anticipations des acteurs économiques montrent une crainte que ce retour de la hausse des prix ne soit durable : elles sont une raison supplémentaire pour combiner la politique conjoncturelle à court terme et les politiques structurelles à plus long terme.

Document 7

L'exposé des motifs de la nouvelle loi présente de manière succincte les mesures d'urgence pour la protection du pouvoir d'achat des Français. Les mesures de promotion des revenus d'activité sont à la fois automatiques (allègement des cotisations Art.2 et revalorisation des retraites et des prestations sociales) mais aussi incitatives et permettent d'associer les entreprises (Art.1) et les salariés (Art.3) à la défense du pouvoir d'achat dans le cadre du partage de la valeur ajoutée.

L'art.7 facilite la résiliation des contrats électroniquement conclus et donc favorise la concurrence bénéfique au maintien du pouvoir d'achat (voir aussi le doc.9).

Document 8

Évaluation des effets redistributifs de la mise en œuvre d'une taxe type carbone qui pénalise les ménages les plus modestes en aggravant la situation de précarité énergétique.

Cette méthodologie permet de mesurer les impacts de la hausse des prix de l'énergie qui ont les mêmes effets que ce type de taxe.

Cependant la hausse des prix actuelle consiste en un prélèvement extérieur qui ne permet pas d'envisager une redistribution du produit de la taxe afin de compenser les ménages perdants. Dans les différents scénarios proposés, c'est celui des transferts décroissants en fonction du revenu qui est le plus favorable à la masse hétérogène des ménages modestes.

Document 9

La politique de la concurrence est favorable au pouvoir d'achat des ménages car elle induit des baisses de prix grâce au renforcement de l'intensité concurrentielle réduisant les barrières à l'entrée sur un marché à la faveur des concurrents nationaux ou étrangers. L'ampleur de cet impact dépend des caractéristiques du marché, de l'entreprise et du produit. Dans certaines situations, l'ouverture à la concurrence a un effet redistributif positif car elle bénéficie plus aux ménages modestes.

• PROPOSITION DE PROBLEMATIQUES / PLANS

Il s'agit ici d'accepter toute proposition de questionnement et de problématique pertinente pour traiter ce sujet d'actualité de l'action publique en faveur du pouvoir d'achat.

Remarque générale : Même si le corpus documentaire propose volontairement un éclairage multiple, la question de la légitimité ou même de la nécessité d'une action publique, qui peut, par ailleurs, faire l'objet de débats politico-économiques parfois vifs, n'est pas ici au cœur du sujet. Toutefois, il ne faudra pas hésiter à valoriser un candidat qui aborderait avec le recul et l'objectivité nécessaires cette dimension plus générale.

Nous rappelons que l'exercice attendu n'est pas une « note de synthèse » mais une argumentation personnelle du candidat à l'appui des documents. Par ailleurs, cette argumentation ne peut se résumer à une simple liste des impacts sur le pouvoir d'achat des mesures de politiques économiques.

Une valorisation particulière sera accordée à toute introduction qui proposera une partie définitoire permettant de faire émerger une problématique pertinente.

Définitions :

- pouvoir d'achat et en particulier revenu disponible brut (RDB)
- politiques économiques et en particulier politiques conjoncturelles et politiques structurelles
- hausse des prix

Le RDB nominal = agrégat macroéconomique qui regroupe les revenus nets issus

- *de la dynamique du marché du travail (ex. diverses rémunérations du travail),*
- *du patrimoine immobilier et financier (ex. loyers, dividendes et intérêts nets)*
- *des systèmes socio-fiscaux : prestations sociales en espèces (ex. retraites, chômage, allocations familiales, minima-sociaux...) diminuées des prélèvements fiscaux directs (impôts sur le revenu, CSG, CRDS, taxe d'habitation, impôt sur la fortune...) et des cotisations sociales acquittées par les ménages.*

- **Proposition A : Les politiques économiques mises en place actuellement permettent-elles de garantir le maintien du pouvoir d'achat des ménages ?**

I - La perte récente de pouvoir d'achat implique la mise en place (à court terme) de politiques conjoncturelles adaptées...

I-A – L'évolution du pouvoir d'achat est de plus en plus ralentie et inégalitaire ...

Les gains cumulés de pouvoir d'achat par habitant en France sont en baisse depuis le début des années 2000 avec une évolution particulière depuis 2020. (doc1, doc2)

Arg#1 - Perte de pouvoir d'achat liées à une hausse des prix forte depuis 2020 et tout particulièrement en 2022 (+5,2% hausse des prix en mai et perte de pouvoir d'achat -1% en 2022) (doc3, doc4, doc6)

- les causes de la hausse des prix des matières premières (structure de la demande, sanctions contre la Russie, transition énergétique, désordres climatiques, forte incertitude) sont durables => perte de pouvoir d'achat (doc1, doc3)

- le « Whatever it takes » « quoi qu'il en coûte » lié à la pandémie est source de hausse des prix : intervention massives des Etats (politique de soutien puis plans de relance suite à la crise du Covid : choc de demande positif) + injection massive de liquidités par les banques centrales pour préserver croissance et emploi (doc1)

Argt#2 – La perte de pouvoir d'achat en moyenne cache des disparités fortes => perte de pouvoir d'achat touche proportionnellement davantage les plus modestes car revenus moins indexés sur prix et leurs dépenses contraintes sont plus fortes, mais aussi davantage les plus âgés et les ruraux (doc1, doc5)

Argt#Bonus – Perte de pouvoir d'achat ressentie plus forte que celle constatée (doc6)

I-B – ... et justifie la mise en place de politiques conjoncturelles ciblées mais contraintes

Argt#1 – Les politiques conjoncturelles visibles et ciblées ont un impact important sur le pouvoir d'achat (doc1, doc4, doc6, doc7) :

- « bouclier tarifaire » et « chèque énergie » fin 2021 limitent la hausse des prix en FR par / UE
- « Loi d'urgence pour la protection du pouvoir d'achat » : triplement de la prime de partage de la valeur (art.1), baisse des cotisations sociales des indépendants (art.2), dispositif d'intéressement, limitation de la hausse des loyers (Art.3), facilitation de la résiliation des contrats (Art.7)

Argt#2 – Mais les politiques conjoncturelles sont contraintes et d'une efficacité relative (doc1, doc6, doc8):

- limites de l'endettement public (rôle des taux intérêt), la capacité des États à soutenir le pouvoir d'achat par des transferts publics va s'amenuiser face à l'enjeu de soutenabilité de la dette publique et aux effets des anticipations de hausse d'impôts
- hausse des salaires mais risque de spirale prix-salaire,
- maintien coût travail en diminuant les charges mais remise en cause de la soutenabilité du système (et donc de la redistribution)

II – ... qui doivent appuyer (à long terme) des politiques structurelles permettant de garantir des gains de pouvoir d'achat durables

II-A – La France doit pérenniser les politiques structurelles redistributives et réformer sa fiscalité énergétique pour garantir le pouvoir d'achat ...

Argt#1 - La prise en compte des inégalités nécessite de garantir des politiques structurelles redistributives jouant un rôle majeur en termes de gains de pouvoir d'achat et de réduction des inégalités (doc1, doc6, doc7) :

rôle des stabilisateurs automatiques : revenus indexés (SMIC, retraites, pensions de base) ou revalorisés (prestations sociales)

Argt#Bonus => rôle des « prestation sociales collectives »

Argt#2 - Réforme de la fiscalité énergétique et écologique permettant de concilier impératifs environnementaux et prise en compte de l'impact sur le pouvoir d'achat => 3 scénarii redistributifs envisagés pour préserver le pouvoir d'achat (avec jusqu'à 60% de la population peu impactée par la hausse de la fiscalité environnementale) (doc8)

Argt#3 – La prise en compte de l'enjeu environnemental nécessite des politiques structurelles ambitieuses permettant d'atteindre les objectifs des accords de Paris et le développement des énergies renouvelables

- politiques industrielles ciblées
- politique de R&D, ...
- prise en compte des problèmes liés aux ressources naturelles (dépendance, alternatives, nucléaire, ...)
- prise en compte des problèmes liés aux externalités négatives liées au changement climatique (qui renforcent les inégalités)

II-B – ... tout en renforçant les politiques structurelles favorisant la croissance et donc les gains de pouvoir d'achat futurs

Argt#1 – Une politique pro-concurrence régulée et encadrée doit garantir une dynamique de marché induisant une baisse des prix et donc un gain de pouvoir d'achat. L'ouverture à la concurrence internationale jouant un rôle particulièrement favorable pour les ménages modestes (doc9)

Argt#2 – Les politiques structurelles favorisant la compétitivité française et misant sur la formation et les compétences permettront de garantir un pouvoir d'achat futur grâce à un investissement efficace dans le capital humain (doc1)

- **Proposition Abis : Une politique économique conjoncturelle en faveur du pouvoir d'achat peut-elle être efficace ?**

I – Le pouvoir d'achat peut efficacement être défendu par une politique conjoncturelle à court terme ...

II – ... mais seules des politiques structurelles permettront de garantir à long terme des gains de pouvoir d'achat durables.

- **Proposition B : Les politiques économiques peuvent-elles avoir un impact positif sur le pouvoir d'achat des ménages ?** (Problématique plus généraliste et moins ancrée dans l'actualité)

I - Par des instruments discrétionnaires et des stabilisateurs automatiques, la politique budgétaire cherche à corriger les effets des chocs et des caractéristiques économiques structurelles sur le PA...

II - Mais certaines PE structurelles (transition énergétiques, relocalisation / réindustrialisation, souveraineté...) génèrent des effets redistributifs qui nuisent au PA de catégories de ménages et nécessitent des mécanismes de compensation

- **Proposition C : Quels sont les enjeux de la politique économique actuellement mise en œuvre pour défendre le pouvoir d'achat ?**

I – Une situation économique saisie par l'action publique

A – Les menaces sur le pouvoir d'achat

- Causes générales

B – La nécessité sociale d'une intervention publique

- Parce que les effets sont variables et peuvent toucher des personnes déjà fragiles

II – Une action publique saisie par la situation économique

A – Les mesures d'urgence que commande la crise

B – Les réformes structurelles qui préparent la sortie de crise